



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Appel au meurtre de policiers

Question au Gouvernement n° 4460

Texte de la question

APPEL AU MEURTRE DE POLICIERS

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Thiériot.

M. Jean-Louis Thiériot. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre. « 500 000 euros pour décapiter un policier. 500 000 euros pour violer une policière. » Ces mots ont été inscrits sur les murs d'un HLM de Savigny-le-Temple, dans mon département de Seine-et-Marne.

Une députée du groupe LR . C'est une honte !

M. Jean-Louis Thiériot. Monsieur le ministre de l'intérieur, vous vous êtes rendu sur place et vous avez eu les mots qu'il fallait. Merci. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*) Mais les mots ne suffisent pas.

La réalité, c'est la multiplication des territoires perdus de la République ; ce sont des grands-mères transformées en nourrices sous la contrainte et par la terreur ; c'est le contrôle territorial des « chouffeurs ».

M. Raphaël Schellenberger. Merci Castaner !

M. Jean-Louis Thiériot. La réalité, c'est un département où il manque 200 policiers, d'après les syndicats. La réalité, ce sont les dysfonctionnements de la chaîne pénale : la police fait son travail et le fait bien, mais, une fois les voyous interpellés, la culture de l'excuse et le manque de places de prison – 15 000 places promises, seulement 2 000 construites – conduisent à des remises en liberté ; voilà le grand échec du quinquennat. (*Approbatons sur les bancs du groupe LR.*) La réalité, ce sont aussi les collectivités locales qui se substituent à l'État défaillant en développant des boucliers de sécurité.

Alors qu'attendez-vous pour instaurer un véritable réarmement judiciaire et policier ? Nous avons pour ce faire des propositions de loi : anonymisation des procédures en mentionnant seulement le matricule ; accessibilité en open data des décisions de justice ; grand plan de l'immobilier pénitentiaire, car le problème pénal est d'abord un problème immobilier.

Nous sommes en présence d'un ensauvagement inédit. Surtout, n'invoquez pas le passé ! Cela fait dix ans que nous ne sommes plus aux affaires. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Erwan Balanant. Ils sont où, les policiers et les juges de Sarkozy ?

M. Jean-Louis Thiériot. La situation actuelle, c'est le résultat de cinq ans de laxisme socialiste, et c'est aussi

celui de votre mandat. Soyez à la hauteur de l'injonction de Charles Péguy, que citait il y a quelques mois le ministre de l'intérieur : « L'ordre, et l'ordre seul, fait en définitive la liberté. Le désordre fait la servitude. »
(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur. Comme vous et comme l'immense majorité des Français, j'ai été choqué par les inscriptions découvertes dans le hall d'un immeuble de Savigny-le-Temple, ville de votre département. Je ne saurais dire si ces inscriptions constituaient une simple provocation ou une menace réelle, mais elles étaient de toute évidence inacceptables pour notre République. À la demande du Président de la République et du Premier ministre, je me suis rendu à Savigny-le-Temple dimanche matin pour rencontrer Mme Marie-Line Pichery, maire de la ville, votre collègue député Olivier Faure, mais aussi les effectifs de la police municipale, que j'ai assurés de mon soutien.

À la minute même où ces inscriptions ont été découvertes, le parquet a ouvert une enquête et l'a confiée à la direction centrale de la police judiciaire – ce dont je me félicite, monsieur le garde des sceaux. Je peux d'ores et déjà annoncer que des éléments tangibles nous permettront bientôt, je le crois, de retrouver les auteurs de ces inscriptions inacceptables. Nous souhaitons tous qu'ils soient confondus et condamnés.

Je veux le souligner : des actes aussi inacceptables traduisent l'efficacité du travail de la police, qui intervient plus que jamais dans les quartiers. Je ne peux donc pas vous laisser dire qu'il y aurait des quartiers interdits pour notre République - bien au contraire ! Dans votre département, la Seine-et-Marne, 255 gardes à vue ont eu lieu depuis le 1er janvier 2021 et 250 kilogrammes de résine de cannabis ont été saisis - plus 25 % par rapport à l'année dernière ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

Alors oui, cela suscite des réactions de la part de ceux que l'on empêche de gagner 30 000, 40 000, 50 000 euros d'argent liquide en se livrant à leurs trafics. Tous les jours, les policiers interviennent dans les quartiers pour les en empêcher !

Monsieur Thiériot, vous avez été président du conseil départemental de Seine-et-Marne. L'immeuble dont nous parlons appartient à un bailleur social du département. Il ne possédait pas de caméras de vidéoprotection et n'a pas fait l'objet d'une rénovation urbaine ! *(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)* Cet immeuble n'a pas connu de réparations depuis plus de cinq ans ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

L'État fera son travail quand les élus locaux feront le leur ! *(Applaudissements prolongés sur les bancs des groupes LaREM et Dem. - Les députés du groupe LR tapent des pieds en guise de protestation. - Les députés du groupe LaREM poursuivent longuement leurs applaudissements.)*

M. Raphaël Schellenberger. Scandaleux !

Données clés

Auteur : [M. Jean-Louis Thiériot](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4460

Rubrique : Police

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [3 novembre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [3 novembre 2021](#)